



# Newsletter n°4

---

Préparé par Valentyna Dymytrova

04/11/2016

<b>I. Appels à communication.....</b>	<b>2</b>
<i>AAC : Les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques. Colloque international. Les 26, 27 et 28 janvier 2017. MSH Paris Nord. Date limite : le 23 novembre 2016.....</i>	<i>2</i>
<i>CFP: The 2nd EAI International Conference on ICT Infrastructures and Services for Smart Cities. April 20–21, 2017, Brindisi, Italy. Deadline : 15.12.2016 .....</i>	<i>4</i>
<b>II. Appels à contribution.....</b>	<b>5</b>
<i>AAC : Revue Espaces et sociétés pour un dossier thématique « Biens communs et territoires ». Date limite : 15 avril 2017. Revue qualifiante en Sociologie et Démographie. ....</i>	<i>5</i>
<b>III. Événements à venir.....</b>	<b>6</b>
<i>Paris Open Source Summit. Les 16 et 17 novembre 2016, Dock Pullman, Plaine Saint Denis, Paris.....</i>	<i>6</i>
<i>Journées universitaires sur les enjeux des Gouvernements Ouverts. 5 et 6 décembre 2016 – Paris, France. Date limite : 10 novembre. ....</i>	<i>7</i>

En bleu : les informations destinées aux membres d'ELICO

En bordeaux : les informations destinées aux membres d'ARMINES

En vert : les informations qui pourraient concerner les deux équipes

## **I. Appels à communication**

***AAC : Les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques. Colloque international. Les 26, 27 et 28 janvier 2017. MSH Paris Nord. Date limite : le 23 novembre 2016.***

URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/2150>.

Cet appel à contributions propose d'explorer les défis de l'action citoyenne, d'interroger les enjeux d'une transition démocratique autour des questions suivantes.

### **Agir (ensemble)**

La problématique des communs (commons), au cœur des transitions en cours, déplace l'attention vers la construction de nouveaux partenariats dans des processus ascendants d'innovation sociale et écologique utilisant largement le numérique. L'émergence des fablabs et le « mouvement » du do-it-yourself comme de multiples initiatives (jardins partagés, AMAP,...) renouvèlent les rapports à la création, à la production et à la consommation, et signalent la montée d'une « démocratie du faire », de nouvelles formes d'engagement qui ne se pensent pas d'emblée comme politiques. Pour autant — les débats sur l'économie de la fonctionnalité, sur la sobriété, sur la décroissance en témoignent —, ces initiatives pointent vers la question de l'éthique des besoins, les conditions et les indicateurs d'une vie heureuse, et les manières d'en délibérer collectivement du local au global. Plus généralement, la question des communs invite à être attentif à toutes les activités consistant à « mettre en commun », au travail coopératif nécessaire pour organiser le partage et la mutualisation des ressources et des données, aux nouvelles manières de « faire société ». La question de la participation se trouve ainsi engagée dans de nouvelles conceptions de l'agir. Mais, à l'opposé des nouvelles formes de solidarité mise en œuvre par l'économie sociale et solidaire, le credo libéral : être l'« entrepreneur de soi-même » se répand, survalorisant l'entrepreneur, l'initiative et l'aventure individuelles, et prônant la disparition de l'entreprise comme institution.

### **Pouvoir(s)**

Après plus d'une trentaine d'années d'innovation et d'institutionnalisation, la participation se retrouve sous le feu des critiques tant par ses détracteurs qui en dénoncent les excès que par ses partisans qui en déplorent les limites. D'une part, avec la crise économique et la critique d'un excès d'exigences normatives, le « droit à la participation » constitutionnalisé avec la Charte de l'environnement est présenté comme un obstacle à la croissance et au développement. D'autre part, les espoirs déçus des

dispositifs institués alimentent les critiques d'une instrumentalisation de la participation au service des pouvoirs et aux dépens de résultats significatifs dans les secteurs d'action publique concernés.

Ces critiques convergent, en particulier à la faveur de la montée du concept d'anthropocène dans les sciences humaines et sociales, vers la compréhension de la participation dans ses formes instituées comme contribuant au renouvellement de la gouvernabilité propre au néo-libéralisme. Elles témoignent des limites des expérimentations et de leurs points aveugles, et ramènent les enjeux sur le terrain politique d'une conflictualité que la concertation ambitionnait de dépasser par le dialogue et la recherche de solutions négociées. Dans le champ de l'environnement, le renouveau des conflits territoriaux est marqué par l'émergence de formes radicales de critique opposant l'occupation des sites à la participation, et questionnant le partage d'un monde commun dans lequel débattre aurait un sens, voire refusant le débat. Pour les grandes entreprises, l'opportunité de la participation est affaire de réputation et de stratégie dans la reconfiguration progressive des rapports entre parties prenantes.

### **Savoir(s)**

Les expérimentations démocratiques questionnent les modes de production des connaissances. Avec le numérique, l'essor de la recherche participative ou des sciences participatives — termes qui se sont largement diffusés en seulement quelques années — signale le bouleversement des possibilités de production et de collecte de données pour la recherche, et des formes de production et de circulation des connaissances. La question de la participation des citoyens ordinaires à la science reste pourtant une question controversée, bien plus que celle de la participation politique au sens large. Car elle met en cause une frontière, voire une hiérarchie entre les « citoyens ordinaires » et les experts scientifiques, donc le monopole de la production de la science par les professionnels. La question du croisement des savoirs est également controversée car elle interroge les rapports sociaux inégalitaires en jeu dans la reconnaissance et la production des savoirs. La participation des citoyens ordinaires à la science est toutefois, autant que la participation politique, une question de démocratie. Elle touche au caractère public et ouvert de la science comme (bien) commun. Car, dans le même temps où foisonnent des initiatives citoyennes, des offensives agressives des majors du numérique, de la santé, de l'édition scientifique, etc., façonnent des modes de vie, des manières de travailler et, avec l'appropriation privative des données moissonnées notamment, redéfinissent les manières de produire la connaissance et ses finalités.

### **(Re)Distribuer (les places, les rôles sociaux, les ressources, les capacités...)**

Les limites du PIB comme indicateur de performance économique et de progrès social, les débats sur les indicateurs alternatifs du bien-être, du bonheur et, plus globalement, sur la décroissance, sont d'abord d'ordre démocratique, avant même d'être économiques, et mettent au premier plan la question de la délibération collective nécessaire pour réorienter l'économie. C'est particulièrement le cas avec la nouvelle économie numérique qui développe des manières inédites de travailler, de connaître et d'agir. Le numérique outille de larges communautés distribuées et appuie des formes novatrices et puissantes de participation, de mobilisation et d'action collective. Cependant, plusieurs directions des technologies de l'intelligence collective et de l'« économie du partage » se confrontent. Les débats ouverts sur l'« uberisation » de la

société, sur l'« économie de plateforme », se structurent autour de l'opposition entre le collaboratif et le coopératif (formes collaboratives de consommation vs formes coopératives de production) et soulèvent la question des valeurs qui sous-tendent ces nouvelles formes économiques. La dimension collaborative de la nouvelle économie peut se limiter à des formes d'intermédiation entre consommateurs et offreurs de services, voire se transformer rapidement par la concentration financière des offreurs en une économie de prédation.

### **(S')Émanciper**

L'émancipation revient au centre des préoccupations des citoyens et est réinvestie comme référent majeur des expérimentations démocratiques actuelles qui valorisent l'autonomie, le pouvoir d'agir et l'intelligence collective. Les initiatives citoyennes expérimentent des modes de transparence, d'écoute bienveillante, d'horizontalité, favorisant l'inclusion radicale, l'égalité, la coopération, la légitimité du faire. Elles confrontent les décisions et la délibération publiques à de nouvelles exigences : bien commun, utilité sociale et environnementale, responsabilité... les conduisant à devoir intégrer et reconnaître les compétences ordinaires des citoyens et les inclure dans l'élaboration de critères pertinents du bien-être.

Les expérimentations démocratiques alimentent ainsi de nouveaux processus de subjectivation politique, de nouvelles pratiques réarticulant les individus et les collectifs à la politique. Les formes de mise en lien d'initiatives venant d'horizons très éloignés sont porteuses d'une redéfinition du politique, plus horizontale, non hiérarchique. Elles constituent aujourd'hui un socle d'expériences disponibles, instrumentées pour pouvoir faire fonctionner autrement la démocratie. Il convient dès lors de s'interroger sur ce qui fait société dans ce qu'elles mettent en œuvre, sur les ponts à construire entre elles, sur la manière dont elles produisent concrètement de l'émancipation. En effet, certaines formes collaboratives, que ce soit entre habitants d'un quartier populaire ou entre participants d'un chantier autogéré, n'ont ni ne visent forcément une traduction politique à proprement parler. Comment les prendre en compte dans les débats actuels sur la démocratie et la participation, sans les labelliser comme politiques « malgré elles » ? Dans quelle mesure ces formes et pratiques obligent-elles à repenser la question même de ce qui « est » ou « fait » politique ?

Les propositions doivent parvenir avant le 23 novembre 2016 à :

[gis-dep@mshparisnord.fr](mailto:gis-dep@mshparisnord.fr)

**CFP: *The 2nd EAI International Conference on ICT Infrastructures and Services for Smart Cities. April 20–21, 2017, Brindisi, Italy. Deadline : 15.12.2016***

**URL:** <http://iissc.eu/2017/show/cf-papers>

The core mission of the conference is to address key topics on ICT infrastructure (technologies, models, frameworks) and services in cities, in order to enhance performance and wellbeing, to reduce costs and resource consumption, and to engage more effectively and actively with their citizens.

**Potential topics of interest, which can be investigated from different perspectives (social, organizational, technological) include, but are not limited to, the following application domains:**

E-health

Agriculture and Food

Smart Energy & Smart Buildings

Mobility, Transports & Logistics

Environment Management and Sustainability

E-tourism & E-culture

E-education

E-government

E-inclusion

Urban Security

Effective Experiences about smarter and sustainable cities

Significant activities empowering Smart Citizenships

Socio-Technical Systems

Societal impact of Smart City solutions

Public-private partnerships enabling Smart City Solutions

Successful projects and initiatives for Smart Cities

## **II. Appels à contribution**

**AAC : Revue *Espaces et sociétés* pour un dossier thématique « Biens communs et territoires ». Date limite : 15 avril 2017. Revue qualifiante en Sociologie et Démographie.**

URL : <https://calenda.org/378249>.

On observe aujourd'hui une recrudescence d'initiatives fondées sur le concept de « biens communs » dans le contexte de l'aménagement, de l'urbanisme, et du développement des territoires. L'objectif du présent appel à article est de réunir des contributions de disciplines diverses et d'apporter un éclairage sur ce concept (ré)émergent. Il s'agira de contribuer au renouvellement de la réflexion sur la fabrique des territoires et de mettre en évidence les enjeux qu'il soulève en Europe et dans le monde.

L'objectif de ce dossier est donc d'apporter un éclairage sur ce concept (ré-)émergent en contribuant au renouvellement de la réflexion sur la fabrique des territoires et en mettant en évidence les enjeux (production, mobilisation, usages, gestion, dynamique d'acteurs, etc.). Il s'agira de faire un état des lieux et des débats relatifs à l'usage du concept de « biens communs » en combinant une variété d'approches disciplinaires, des points de vue situés dans différentes parties du monde et des recherches théoriques, conceptuelles et empiriques portant

sur ces « nouveaux » biens communs de l'aménagement, de l'urbanisme et du développement actuel des territoires.

### III. Événements à venir.

**Paris Open Source Summit. Les 16 et 17 novembre 2016, Dock Pullman, Plaine Saint Denis, Paris.**

**URL: <http://cfp.opensourcesummit.paris/>**



Événement majeur de la filière du Libre et de l'Open Source, le **Paris Open Source Summit** est à la fois une vitrine de notre écosystème, une chambre d'écho internationale et un lieu de rencontres et de collaboration sans commune mesure. Hommes et Objets connectés, Économie digitale et Innovations, Coopération et Développement durable constitueront la matrice TECH du Paris Open Source Summit 2016 et les fondations des thématiques techniques de cette année.

#### **Thématiques**

Système de communication ouverts

Blockchain et Systèmes distribués

Solutions d'Entreprises – Standard et Interopérabilité

Cloud et plateformes

#Devops

Ingénierie logicielle ouverte

IOT & plates-formes embarqués

Web – Web services/BigData Analytics/Langages/Visualisation données

**Table ronde sur l'open source dans les transports. Mercredi 16 (introduction) et Jeudi 17 dans le cadre de Paris Open Source Summit, PARIS**

**INSCRIPTION et INFOS** pour faire un tour d'horizon dans tous les domaines de l'Open Source !

Les Interventions :

Le 16 Nov : Tour d'horizon de l'open source dans le secteur de mobilité

Le 17 Nov : Table ronde autour des différentes faces de l'open source dans les domaines des mobilités : open data, logiciels et matériels ouverts. L'idée est de présenter le projet, l'impact de l'open source et les prochaines étapes. Cette TR permettra de montrer les différentes approches de l'open source, les bénéfices à sa mise en œuvre, les difficultés et nous ouvrirons sur les besoins et prochaines étapes.

- **open data : Frederic Rodrigo (Mapotempo) et Gilles Betis (Catalogue),**

- logiciels : Christophe Duquesnes (Chouette) et Bertrand Billoud (Kisio),

- matériels : Pierre Eykerman (Renault) et Simon Mencarelli (XYT)

Pour plus de détails, voir :

[https://docs.google.com/document/d/1AEh\\_9djdPVZX9aVZEIBQJydHqY11pwmfa5DyuW1Rofk/edit](https://docs.google.com/document/d/1AEh_9djdPVZX9aVZEIBQJydHqY11pwmfa5DyuW1Rofk/edit)

### **Journées universitaires sur les enjeux des Gouvernements Ouverts. 5 et 6 décembre 2016 – Paris, France. Date limite : 10 novembre.**

URL : <http://academicdays.imodev.org>.

Ces journées universitaires seront organisées au cours de la semaine pendant laquelle la France accueillera le Sommet mondial 2016 sur les gouvernements ouverts. Cet événement a pour objectif de réunir l'ensemble du monde universitaire concerné par les enjeux relatifs aux gouvernements ouverts en privilégiant une dimension large et pluridisciplinaire.

Sont d'ores et déjà envisagés des workshops sur les sujets suivants :

Arts & Open Government

Open Data

Right to Information & Access to Open Government

Right to Privacy

Health & Open Data

Foundation of Open Gov (philosophy, sociology)

Management & Open Government

Mathematics & Open Government

Open Government

Open Access to academic research

Big Data Issues

Smart cities

Digital Divide

Net Neutrality

Brexit and Open Government

Disability Access & Open Government

Corruption & Open Government

Post-Conflict & Open Government

Commons & Open Government

Citizen Participation & Collaboration  
International Institutions & Open Government  
Open Parliament  
Open Justice  
Freedom of Speech & Open Government  
European Union & Open Government  
Open Law & Open Government  
Security & Open Government  
Local Government & Open Government  
Cyber surveillance & Open Government  
Democratic Case Management in the Legal Process  
History and Open Government